

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/18

9 décembre 1996

(96-5203)

CONFERENCE MINISTERIELLE
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

PORTUGAL

Déclaration de M. Francisco Seixas da Costa
Secrétaire d'Etat aux affaires européennes

Je voudrais tout d'abord remercier le gouvernement de Singapour, hôte de cette première Conférence ministérielle, pour sa chaleureuse hospitalité.

La conclusion des négociations du Cycle d'Uruguay et la signature de l'Accord final à Marrakech en avril 1994 ont joué un rôle important car elles ont permis d'établir des conditions stables pour le développement du commerce au niveau international.

Nous sommes désormais, au cours de cette première Conférence, en mesure de confirmer que la création de l'OMC a été cruciale pour le développement économique et le maintien de la paix.

L'OMC symbolise l'instauration d'un nouveau système économique mondial, basé sur des règles multilatéralement convenues pour régir les échanges internationaux.

C'est pourquoi nous pensons aujourd'hui que le mot-clé est celui de "mise en oeuvre".

Notre plus haute priorité, pour cette première Conférence ministérielle, devrait être de veiller à ce que tous les Membres de l'OMC continuent de mettre en oeuvre convenablement tous les engagements acceptés à Marrakech.

Je tiens à dire que mon pays, globalement, juge positif le niveau actuel de mise en oeuvre.

Néanmoins, il ne faudrait pas cacher que dans certains secteurs, à savoir les textiles, certaines parties n'ont pas encore pleinement satisfait à leurs obligations en termes d'accès aux marchés.

Je rappellerai qu'une des conditions principales à l'intégration progressive des textiles dans l'OMC est que tous les Membres ouvrent leurs marchés.

Il ne faut pas oublier que l'évaluation de cet engagement constitue l'un des objectifs principaux de cette Conférence ministérielle.

La spécificité du secteur des textiles et son importance politique ont été clairement reconnues par tous les participants au Cycle d'Uruguay, qui ont élaboré un accord définissant des modalités et des délais différents pour la suppression progressive de l'Accord multifibres.

A ce propos, je tiens à souligner que l'Union européenne constitue déjà l'espace commercial le plus ouvert du monde et intégrera, le 1er janvier 1998, un ensemble de produits textiles et de vêtements représentant, pour l'étape 2, une ouverture plus large que celle exigée par l'Accord.

Cet effort devrait donner une impulsion qui conduira tous les Membres de l'OMC à s'engager à ouvrir effectivement leurs marchés et à renforcer des règles commerciales équitables.

Pour toutes ces raisons, la mise en oeuvre des engagements du Cycle d'Uruguay devrait se poursuivre, étant donné que la crédibilité de l'OMC en dépend ainsi que l'aptitude des Membres à réaliser le programme incorporé.

Je voudrais également souligner que, selon le Portugal, la Conférence ministérielle devrait faire clairement la preuve d'une solidarité particulière avec les pays les moins avancés et devrait reconnaître la nécessité de prendre des mesures spéciales pour faciliter leur intégration dans le commerce mondial.

Nous devrions créer de nouvelles possibilités d'échanges pour ces pays et leur assurer les conditions nécessaires pour qu'ils puissent bénéficier pleinement des avantages offerts par les résultats du Cycle d'Uruguay.

Le plan d'action et l'organisation d'une réunion multilatérale, en 1997, avec la participation d'organismes d'aide et d'institutions financières représentent d'importantes initiatives à cette fin.

Nous espérons sincèrement que tous les Membres de l'OMC, sans exception, seront en mesure d'apporter une contribution véritable pour soutenir les pays les moins avancés.

Au sein de l'Union européenne, le Portugal favorisera les initiatives visant à adapter les politiques existantes en vue d'une meilleure intégration des pays les moins avancés dans le système multilatéral.

Nous sommes également prêts à envisager, de manière autonome, de nouvelles améliorations en matière d'accès aux marchés.

Enfin, je voudrais souligner certains aspects concernant le programme de travail futur de l'OMC.

La crédibilité de l'OMC dépendra de son aptitude à promouvoir de nouveaux débats et, si nécessaire, à lancer des négociations sur les questions qui s'avèrent importantes si l'on veut que le commerce international s'effectue dans des conditions équitables.

Selon nous, c'est là clairement le cas des droits sociaux et, plus généralement, du respect des droits de l'homme internationalement reconnus.

L'OMC ne pourra pas être à la hauteur des défis futurs si elle ne peut pas s'adapter aux nouvelles réalités et si elle ne s'intéresse pas aux principales préoccupations des populations. Pour beaucoup, l'évolution actuelle du commerce international a une incidence sur l'emploi, le résultat étant des conditions de travail et d'emploi injustes.

C'est pourquoi, il est crucial que tous les Membres fassent preuve de la détermination politique nécessaire pour lancer le débat sur la question des droits sociaux et de leur importance pour un commerce libre et équitable.

La meilleure manière d'éviter les mesures unilatérales dans ce domaine et dans d'autres est de porter le débat devant une instance multilatérale, à savoir devant l'OMC.

Nous savons que certains Membres redoutent que ce thème ne suscite des pressions protectionnistes.

Il doit être parfaitement clair que le Portugal exclut ce genre d'approche.

A cet égard, nous estimons que l'OIT devrait demeurer le principal forum pour ce qui est des travaux fondamentaux sur les droits sociaux.

Toutefois, l'OIT et l'OMC devraient mettre au point une forme de coopération créative afin que chacune puisse bénéficier de l'expérience de l'autre.

Le Portugal espère que cette Conférence permettra à notre Organisation de mieux faire face aux défis présents et futurs.

C'est pourquoi, je pense que nous ne pouvons pas manquer cette occasion de procéder à une réflexion collective sur certains des thèmes essentiels concernant le commerce international, même s'ils sont source de division ou de polémique.

Nous devons avoir le courage d'affronter nos divergences et faire preuve de la volonté politique nécessaire pour les aplanir grâce au dialogue.